

Mai/Mei 2025

Beci

Brussels

Brussels Community Magazine

Bruxelles
Brussel

?

Cet exemplaire ne peut être vendu.

Mensuel - Ne paraît pas en janvier, juillet et en août

Verschijnt maandelijks - Niet in januari, juli en augustus

Editeur responsable/Verantwoordelijke uitgever:

Thierry Geerts

Bruxelles 1050 Brussel - Belgique/België
Beci - Avenue Louise 500 Louizalaan



PB-PP|B-00054
BELGIE(N) - BELGIQUE

P505378

**Bruxelles dans
l'incertitude**

**Onzekerheid
in Brussel**

p. 8

Fighting harassment
in the workplace

p. 10

Multimodalité :
faire bouger la ville

p. 12

Digitalisatie in Brussel:
klik per klik

Edito



Le chaos par K.O.

Le monde tangué, et on ne choisit pas toujours les circonstances. Depuis des mois, on se lève avec une crise et on se couche avec une autre. L'instabilité est devenue la toile de fond de nos vies, qu'elles soient d'ordre économique, géopolitique, climatique, sociale ou numérique. On apprend à avancer à tâtons, on apprend à faire avec. Les entreprises bruxelloises le savent : le confort du prévisible n'est plus de saison. « Il faut gérer le *today* comme il vient », pour reprendre les mots de notre CEO Thierry Geerts. Cependant, il y a des limites à improviser en permanence... surtout en l'absence de gouvernement.

À force de repousser les arbitrages, c'est le terrain qui encaisse. Et sur le terrain, les entreprises font tourner la capitale. Elles ont compris qu'on ne pouvait plus attendre que les choses « se calment » pour avancer, et qu'il fallait gérer le court terme sans sacrifier le long. Elles embauchent, forment, investissent, prennent des risques. Elles font avec le réel, aussi brut soit-il. En revanche, nos entrepreneur-es ne peuvent pas tout porter seul-es.

Bruxelles, elle, reste en suspens. Cela fera bientôt un an que la Région fonctionne sans gouvernement. Un été sans pilote, un automne sans impulsion, un hiver sans décision. Et voici le printemps, qui n'apporte pas de renouveau, mais une lassitude certaine. À force de composer avec l'attente, on finit par banaliser l'immobilisme.

Néanmoins, soyons clair-es : gérer l'incertitude ne signifie pas accepter l'inertie. Ce que nous demandons n'est pas révolutionnaire : plus de lisibilité, plus de coordination, plus d'action. Une police présente, des rues propres, un plan de mobilité qui fonctionne, une gestion de l'espace public efficace, des jeunes formé-es, des talents valorisés. Rien d'inatteignable, à condition de s'y mettre.

En page 3 de ce magazine, nous évoquons ce monde chaotique que l'on apprend à habiter. Un monde où les repères glissent, où les vérités d'hier ne suffisent plus. Pour autant, cela ne doit pas nous condamner à l'impuissance, car l'incertitude n'a jamais empêché l'action. Au contraire. Gouverner, aujourd'hui, c'est justement accepter d'avancer sans garantie. C'est faire preuve de courage, pas de perfection. C'est choisir, trancher, agir, même quand tout semble flou.

À Bruxelles comme ailleurs, il faut embrasser le « *never normal* ». Non pas en s'y résignant, mais en s'y engageant pleinement. Les entreprises l'ont fait. C'est aux politiques de suivre.

Chaos door KO's

De wereld wankelt en we kunnen de omstandigheden niet altijd kiezen. Al maanden worden we wakker met de ene crisis en gaan we naar bed met de andere. Instabiliteit is de achtergrond van ons dagelijks leven geworden, of het nu economisch, geopolitiek, klimatologisch, sociaal of digitaal is. We zoeken al tastend een weg vooruit en leren ermee te leven. De Brusselse bedrijven weten dit: het comfort van voorspelbaarheid is niet langer van deze tijd. "We moeten de *today* nemen zoals hij komt", in de woorden van onze CEO Thierry Geerts. Er zijn echter grenzen aan voortdurend moeten improviseren ... zeker wanneer er niemand aan het roer staat.

Door beslissingen uit te stellen betaalt het terrein de prijs. En op dat terrein houden de bedrijven de hoofdstad draaiende. Zij hebben zich gerealiseerd dat we niet langer kunnen wachten tot alles "gekalmeerd" is om verder te gaan en dat we de korte termijn moeten aanpakken zonder de lange termijn op te offeren. Ze nemen mensen aan, leiden op, investeren en nemen risico's. Ze hebben te maken met de realiteit, hoe hard die ook is. Maar onze ondernemers kunnen het niet allemaal alleen doen.

Brussel zelf blijft in spanning afwachten. Het Gewest zal binnenkort een jaar zonder regering hebben gefunctioneerd. Een zomer zonder leiding, een herfst zonder vooruitgang, een winter zonder besluiten. En nu is de lente aangebroken, die geen vernieuwing brengt maar een zekere vermoeidheid. Door te blijven wachten, begint de stilstand genormaliseerd te worden.

Maar laten we duidelijk zijn, omgaan met onzekerheid betekent niet instemmen met inertie. Wat we vragen is niet revolutionair: meer duidelijkheid, meer coördinatie, meer actie. Aanwezigheid van politie, schone straten, een mobiliteitsplan dat werkt, effectief beheer van de openbare ruimte, opgeleide jongeren, talent dat gewaardeerd wordt ... Niets van dit alles is onbereikbaar, zo lang we er maar aan beginnen.

Op pagina 3 van dit magazine kijken we naar de chaotische wereld waarin we leren leven. Een wereld waarin houvast wegvalt, waarin de waarheden van gisteren niet meer voldoen. Maar dit mag ons niet veroordelen tot onmacht, want onzekerheid heeft ons er nooit van weerhouden om actie te ondernemen. Integendeel zelfs. Regeren betekent tegenwoordig aanvaarden om vooruit te gaan zonder garanties. Het betekent moed tonen, geen perfectie. Het betekent kiezen, beslissen en handelen, zelfs als alles onduidelijk lijkt.

In Brussel moeten we, zoals overal, het "*never normal*" omarmen. Niet door ons erbij neer te leggen, maar door er volledig voor te gaan. De bedrijven hebben dat al gedaan. Het is aan politici om te volgen.

Annick Hernot

Présidente de Beci - Voorzitter van Beci

Beci-Brussels Community	Éditeur responsable / Verantwoordelijke uitgever Thierry Geerts	Photos / Foto's : Partenaires, getty images, Reporters, Beci	N°46
	Rédactrice en cheffe et Directrice de la rédaction Mailys Charlier Zenari mcz@beci.be	Traductions / vertalingen : Jonah Ramaut	
	Journalistes ayant contribué à ce numéro Journalisten die aan dit nummer hebben bijgedragen Era Balaj - Philippe Beco - Giles Daoust - Jane Davis - Anne-Isabelle Justens - Alanah Reynor.	Layout et Graphisme / Lay-out en afbeeldingen initial P www.initialprint.be / jp@initialstudio.be	
		Imprimerie / Afdrukker : Initial Print	
		Infos et réservations publicitaires : Advertentie-informatie en reserveringen : media@beci.be	
		Tirage moyen par numéro Gemiddelde oplage per nummer: 10.500 ex (à Bruxelles - voor Brussel)	
		Rédaction / redactie Beci Brussels Community Beci - Chambre de Commerce de Bruxelles Avenue Louise 500, 1050 Bruxelles Beci - Kamer van Koophandel van Brussel Louizalaan 500, 1050 Brussel	

Mai/Mei 2025

Nos partenaires



Et si on vous parlait de l'incertitude ?

On pensait l'incertitude passagère, elle est devenue chronique. À Bruxelles, cela fait presque un an qu'aucun gouvernement n'a pris le relais. Une éternité pour nos entreprises qui apprennent à faire avec... ou sans.

On a longtemps hésité sur le sujet de cette tribune. Chère communauté, de quoi vous parler ? Onze mois sans gouvernement ? De la politique régionale et locale ? De nos chantiers pour l'économie bruxelloise ? Et puis on s'est dit : non. Parlons plutôt de ce qui flotte dans l'air depuis des mois. De ce qui pèse sans faire de bruit. De cette impression d'avancer dans le brouillard. Bref, parlons d'incertitude.

Parce qu'elle est partout, et parce qu'elle s'est installée sans crier gare. Un an, presque, que les négociations n'avancent pas (ou pas assez vite), et que le politique semble avoir cessé de jouer son rôle. À Bruxelles, les entreprises apprennent à faire sans, dans l'ombre d'un gouvernement incertain.

Tant qu'elles tiennent, elles avancent

« L'incertitude est omniprésente, elle est devenue une nouvelle norme », résume Lisa Isnard, secrétaire générale de Beci. Face à ce désordre politique et institutionnel, l'entreprise ne clame pas son désespoir, car pour elle, pas de pause possible, pas de « revenez plus tard ». Elle s'organise, produit, recrute, innove, forme, crée de la valeur. Elle fait ce qu'elle peut avec ce qu'elle a.

Oui, nos entreprises sont solides, mais soyons lucides à notre tour : combien de temps pourront-elles encore tenir ainsi ? Comme le clame la présidente de Beci, Annick Hernot, dans son édito : « Gérer l'incertitude ne signifie pas accepter l'inertie. » « Le tissu économique bruxellois fait preuve d'une robustesse admirable », poursuit Lisa Isnard. « Mais il a besoin d'un environnement politique stable et prévisible, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. »

Et maintenant, on fait quoi ?

Il ne s'agit pas de se réinventer tous les quatre matins, ni de courir après le changement pour le plaisir de changer. Ce que les entreprises veulent aujourd'hui, c'est un cadre solide, fiable, stable. À défaut de

grandes réformes, elles demandent simplement qu'on arrête de compliquer les choses. Qu'on simplifie l'administratif. Qu'on apaise la fiscalité. Qu'on crée un climat propice à l'action. Ni plus, ni moins.



L'incertitude est omniprésente, elle est devenue une nouvelle norme

Lisa Isnard, Secrétaire Générale de Beci

Dans ce paysage incertain, chez Beci, nous croyons en Bruxelles. Les revendications que nous portons sont à l'image des attentes du terrain : concrètes, urgentes, nécessaires. Il faut relancer l'emploi, en particulier chez les jeunes bruxellois et bruxelloises, et viser un taux d'activité à 80%, comme ailleurs en Belgique. Il faut investir dans la mobilité, dans les infrastructures, notamment dans les tunnels, les quais, les transports de surface. Il faut remettre la Région en avant, sortir du Brussels bashing et reconstruire une image qui donne envie.



Lisa Isnard parle d'incertitude, lors du lancement d'ESG for All.

D'autres chantiers ne peuvent plus attendre : la propreté, le traitement des déchets, la concertation sociale à réorganiser, l'innovation à remettre dans une logique de cohérence stratégique. Et par-dessus tout, un climat entrepreneurial sain, qui permette aux entreprises d'agir, plutôt que de se battre contre des règles absurdes.

Le talent existe, mais il faut l'écouter

« Bruxelles est une Région d'hommes et de femmes de talents », rappelle la secrétaire générale. « La classe politique doit maintenant leur donner les moyens de réussir. » C'est là tout l'enjeu. Les compétences sont là, les envies aussi. Ce qu'il manque, ce n'est pas la créativité ou l'énergie. C'est un cadre. Des perspectives. Un minimum de clarté.

Non pas que les talents bruxellois attendent qu'on les prenne par la main, ne nous faites pas dire ce



Annick Hernot : « Il faut vaincre le chaos par K.O. »

que nous n'avons pas dit. Cependant, ils et elles ont besoin d'un écosystème qui valorise leur action, qui accompagne leurs initiatives, qui les encourage, bref qui les soutient. De plus, pour les faire rester à Bruxelles, il faudra leur offrir plus que de l'incertitude.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est que nous ne sommes sûrs de rien

Alors non, l'entreprise n'est pas paralysée par l'incertitude. Elle avance, chaque jour, dans un monde qui change sans prévenir. Elle apprend à composer avec le chaos, sans s'y résigner. Néanmoins, elle ne pourra pas le faire seule indéfiniment. Elle a besoin qu'on la rejoigne. Pas pour lui promettre des lendemains parfaits, mais pour au moins mettre un peu d'ordre dans le présent.

En bref, l'incertitude, on commence bien à la connaître. Dans les mois à venir, il faudra rapprocher le discours politique des besoins du terrain. Chez Beci, on continuera de porter la voix des entrepreneur-es bruxellois-es et défendre leurs intérêts : pour une simplification des démarches, une organisation sociale à la hauteur, des choix économiques clairs et des engagements environnementaux tenus.

Et puis... rendez-vous dans la prochaine édition, la dernière avant la pause de l'été. Si les choses continuent sur cette lancée, on s'apprêtera à souffler une bougie un peu particulière : celle de l'anniversaire d'un non-gouvernement. Ici, on vous parle d'incertitude, mais si le vide politique nous donne matière à dire, Beci ne s'en privera pas.

■ Era BALAJ
eba@beci.be





Faut-il un diplôme pour entreprendre ?

Depuis le 15 janvier 2024, il n'est plus obligatoire de prouver ses compétences en gestion pour lancer une entreprise en Région bruxelloise. Une réforme qui lève un frein administratif, mais qui interroge.

Pendant des années, un diplôme ou une preuve d'expérience en gestion était nécessaire pour ouvrir une entreprise à Bruxelles. Cette exigence a été supprimée le 15 janvier 2024. La mesure, décidée par le gouvernement bruxellois, entend faciliter la création d'entreprise et harmoniser les règles avec les autres régions. Si elle allège les démarches, elle interroge aussi sur les connaissances que tout-e entrepreneur-e devrait avoir, diplôme ou non.

Moins de paperasse, plus d'élan ?

La suppression de cette exigence administrative aligne Bruxelles sur la Flandre, qui avait pris les devants dès 2018. Selon le SPF Économie, la Wallonie devrait emboîter le pas en 2025, marquant ainsi une harmonisation au niveau national. Cette

réforme concerne les professions non réglementées et vise à encourager les projets entrepreneuriaux, sans imposer un filtre académique.



Formation sur « comment lancer son entreprise » organisée par Beci et Partena Professional.

Pour autant, si l'on ne vous demande plus de justifier vos compétences, cela ne signifie pas qu'elles deviennent accessoires. Les étapes classiques restent, elles, inchangées : inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises,

choix d'un statut juridique, affiliation à une caisse d'assurances sociales, immatriculation à la TVA. Le SPF Économie, à l'origine de cette mesure, rappelle que certaines professions restent soumises à des conditions d'accès spécifiques, notamment dans la construction, la coiffure ou encore les soins corporels.

Le diplôme ne fait plus loi, mais...

En supprimant cette obligation, Bruxelles fait le pari de la confiance. Néanmoins, elle ne signifie pas que l'entrepreneuriat s'improvise. Comprendre un budget, gérer un planning de trésorerie, établir un plan d'affaires ou respecter les obligations fiscales reste indispensables à la survie d'une activité.

Rien n'empêche de se former autrement. Des outils en ligne, des ateliers, des formations accessibles existent, notamment celles dispensées par les expert-es de Beci. En effet, supprimer le diplôme de gestion comme condition d'accès à l'entrepreneuriat ne revient pas à nier son utilité. C'est une façon de dire que les compétences peuvent s'acquérir autrement.

■ Era BALAJ
eba@beci.be



Unicorns – and rainbows? Separating myth from reality

The term "unicorn business" has become increasingly familiar in the last decade. But what exactly is such a company, and what makes them unique?

Let's start with the basic definition, according to Wikipedia:

A unicorn is a startup company valued at over 1 billion dollars which is privately owned and not listed on a share market.

There's a little more to it than that, as we'll see below, but that's the essence. So why are these startups known as "unicorns"?

Unicorn history

In 2013, a study by venture capitalist Aileen Lee's company Cowboy Ventures showed that less than 0.1% of venture-backed software startups were valued at over 1 billion dollars by investors.

To describe this very rare phenomenon, Lee coined the term "The Unicorn Club", saying 'Yes we know the term "unicorn" is not perfect – unicorns apparently don't exist, and these companies do – but we like the term because to us, it means something extremely rare, and magical'.

Lee and her team identified 39 such firms in the USA, and by 2018 there were still only 119 members of the unicorn club worldwide. But numbers have increased hugely in the last five years: in September 2024 there were more than 1400 unicorn companies globally.

How to identify a unicorn

Unicorns operate in many sectors, but as well as the 1 billion dollar valuation and being unquoted on the stock market, they also share a number of other characteristics:

- Exploiting new technologies
- Prioritising rapid growth
- Applying innovative business models

In other words, it's not enough for a privately-owned company merely to be valued at more than a billion dollars to be a unicorn. The firm also has to use new technology to command a previously untapped market, or to approach a market in a different way – leading to incredibly rapid growth.

Foundations are important

A 2023 study discovered that when entrepreneurs have been involved in building one unicorn, they're more likely to be able to found another. They tend to form small founder teams, sharing academic or professional experience

as well as the entrepreneurial spirit and desire for growth that characterises the successful unicorn.

New but familiar

Although recent, many unicorns have become household names. Names such as SurveyMonkey, Pinterest, Grammarly and Canva.

Habitat

Most unicorns are located in the United States, closely followed by China (with more unicorn firms in Beijing than in Silicon Valley) and finally Europe. In Belgium to date there are only three unicorns:

- Collibra applies data intelligence to help its customers make data-driven decisions.
- Deliverect provides software solutions for the food service industry.
- Odoo offers a suite of open source business applications covering all of their customers' needs.

Other flavours of corn are also available

As the "unicorn" label has become more familiar, a variety of other terms have come to describe unicorn-adjacent startups.

- *Minicorn*: a valuation in excess of 1 million dollars.

- *Soonicorn*: a rapidly growing startup with the potential to reach the 1 billion dollar valuation in the near future.
- *Decacorn*: valued in excess of 10 billion dollars.
- *Hectocorn*: the very rare startups valued above 100 billion dollars.

And one with a hump rather than a horn – the *camel*, a startup that can survive unfavourable conditions with minimal resources.

Unicorn challenges

But even once they've hit the 1 billion dollar valuation mark, things aren't all plain sailing for these companies. Managing the characteristic rapid growth can be challenging, and when the innovation is out there in the market there's nothing to stop other companies setting up in competition. It can also sometimes be difficult to achieve profitability – in other words, to maintain the original valuation of the company, fulfil growth forecasts and thus retain investor confidence.

■ Jane Davis

Join the Beci
Entrepreneurship
Community





NOUVELLE ALFA ROMEO TONALE INTENSA LA PASSION DANS LES MOINDRES DETAILS



DÉJÀ UN TONALE
APD **280€**/MOIS HTVA*

1,3 – 5,8 L/100 KM • 30 – 143 G CO₂/KM (WLTP)  DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Informations environnementales [A.R. 19.03.04] : www.alfaromeo.be. Contactez votre point de vente Alfa Romeo pour toute information relative à la fiscalité de votre véhicule. Plus d'information sur alfaromeo.be. **La garantie Alfa Romeo Extended Care Premium gratuite de 5 ans est une extension de la garantie constructeur standard de 3 ans complémentaire, sur base de 75.000 km /5 ans (jusqu'à un des deux termes atteint). L'extension de la garantie constructeur ne limite PAS les droits du consommateur dans le cadre de sa garantie légale. Offre valable pour les particuliers et les professionnels (hors contrat-cadre) à l'achat d'une voiture neuve, du 01/05/2025 au 31/05/2025 dans le réseau Alfa Romeo belge et luxembourgeois. Non valable sur un achat online. Conditions disponibles dans les points de vente Alfa Romeo. *Exemple en Renting Financier pour une 1.6 130 DS Sprint FWD, sur base d'une durée de 60 mois et de 100.000 km. Prix de vente : 31.180,00 € HTVA. Loyer mensuel de 280,00 €, moyennant un 1er loyer majoré (optionnel) de 6.511,62 € et une option d'achat de 12.666,94 € HTVA. Le Renting financier est exclusivement à usage professionnel. Tous les prix s'entendent hors TVA. Sous réserve d'erreurs ou de changements de prix. Conditions valables du 01/05/2025 au 31/05/2025 inclus. Proposition de Renting Financier faite par Stellantis Financial Services Belux SA (prêteur), avenue du Bourget 20-1 à 1130 Bruxelles, Belgique, RPM: Bruxelles, n° BCE 0417.159.386, tel. : +32 (0)2/370 77 11, IBAN : BE86 3100 0100 5250, BIC : BBRU BE BB, adresse e-mail : services4you@stellantis-finance.com, sous réserve d'acceptation du dossier. E.R. : Laurent Barria - FCA Belgium SA - Avenue du Bourget 20 Boîte 1 - B-1130 Bruxelles Belgique, inscrite à la BCE sous le numéro 0400.354.731 - IBAN: BE20 5701 3164 8256 - Tél: +32 800 55 666. Le véhicule illustré ne correspond pas à la version ni au prix décrit.



Transition énergétique et crowdlending font bon ménage

Les plateformes de financement participatif ont fait de la rénovation du bâti un axe majeur de leur développement.



Joël Duysan, CEO de Beebonds

Avec un parc immobilier vieillissant et une pénurie de nouveaux projets résidentiels, on le sait, Bruxelles est confrontée, dans les années à venir, à un défi colossal de rénovation de son bâti. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Pour diviser la consommation moyenne par 3 dans les logements et atteindre la neutralité énergétique dans le tertiaire d'ici 2050 – un objectif fixé par l'Europe – la région Bruxelloise se doit de rénover pas moins de 250.000 habitations d'ici 2033. Ce chiffre devrait tripler pour atteindre 745.000 en 2043.

La fin des passoires

Dans la ligne de mire, les passoires énergétiques affichant un niveau PEB « F » ou « G » seront interdites dès 2033. Une mesure dont l'impact sur la valorisation des biens est tangible. Ainsi, notaient il y a quelques mois notre consœur de l'Echo, un appartement avec un PEB A à Bruxelles se vendait au prix de 4.589 euros/m² en moyenne contre 3.015 euros/m² pour un PEB G. D'après le réseau d'agences immobilières ERA, les logements énergivores auraient par ailleurs perdu 1,2% de leur valeur en 2024. Pour qui ne souhaite pas voir la valeur d'un bien s'effondrer, le passage par la case « rénovation » n'est donc plus une option.



Frédéric Levy Morelle, CEO de Look&Fin

Les plateformes en acteurs clé

Ce marché de la rénovation du bâti, la plupart des acteurs belges du crowdlending en ont fait depuis plusieurs années le segment clé de leur développement. Le crowdlending, ce sont ces plateformes de financement participatif agréées qui permettent à des investisseurs individuels, ou même des sociétés disposant de trésorerie à investir, de financer des projets d'entreprises. Si leur succès a été grandissant depuis leur apparition, il y a une dizaine d'années, l'année 2024 a, pour la première fois, marqué un recul du secteur. « Mais nos performances sont aussi corrélées à l'activité du secteur immobilier, qui a souffert. Trop hauts, les taux hypothécaires ont limité l'accès des ménages à l'achat. Cela a laissé les acteurs avec des stocks de biens sur les bras et empêché de nouveaux projets » explique Frédéric Levy Morelle, le CEO de Look&Fin.

Sensibles aux taux

« Avec l'inflation des matières premières et la hausse des taux d'intérêts, les promoteurs ont subi de plein fouet un double risque lié à la construction et à la vente. Soudainement les banques ont abaissé leur plafond de financement de nouveaux projets à 80%. Elles ont aussi exigé, pour octroyer celui-ci, qu'au moins 30% des appartements soient pré-vendus sur plan » confirme Joël Duysan, CEO de Beebonds, un autre acteur établi du crowdlending belge.

Les marchands de biens comme partenaires

Look&Fin consacre aujourd'hui plus de 80% de ses dossiers à des opérations de rénovation. En 2024, elle en a compté une centaine, pour des montants moyens de 600.000 euros. La plateforme accompagne en particulier des marchands de biens. Ceux-ci acquièrent des immeubles existants qu'ils rénovent, et parfois redécoupent, avant de les mettre à la vente. Se substituant à la banque, la plateforme finance en deux tranches distinctes l'acquisition puis les travaux de rénovation. « Le second montant est immobilisée sur un compte bancaire et libéré au fur et à mesure de l'avancement des travaux », détaille Frédéric Levy Morelle.

Mais pourquoi cet intérêt particulier pour les marchands de biens ? « L'horizon temporel de leurs projets

sont beaucoup plus courts que ceux de promoteurs. Il est en moyenne de deux ans », explique le CEO. De fait, sa plateforme n'accepte de financer que des projets qui ne nécessitent pas de permis (on sait à quel point les délais peuvent être longs à Bruxelles) ou, à tout le moins, que ceux-ci soient purgés de tout recours éventuel.

Des projets sévèrement sélectionnés

Le comité financier de la plateforme se base encore sur d'autres critères avant d'accepter de financer un dossier. « Pour être éligible, le porteur de projet doit faire montre d'une vraie expertise, par exemple en ayant mené avec succès au moins trois projets de taille et de nature similaire. L'actif, lui, doit répondre à un certain nombre de critères géographique, de qualité mais aussi de liquidité », détaille Frédéric Levy Morelle. Ainsi, si les immeubles trop « bas de gamme » sont ignorés, il en va de même pour ceux de luxe. Au-delà, la complexité technique d'un projet fera, elle aussi, l'objet d'une analyse rigoureuse.

Un nouveau certificat locatif

La plateforme Beebonds, elle, accompagne des dossiers immobiliers déjà financés en grande partie par un crédit bancaire. Le financement participatif représentera ici un maximum de 75% de l'« effort propre » demandé par la banque.

Récemment, la plateforme a innové avec l'émission d'un nouveau produit, le certificat locatif. Il offre à la société propriétaire d'un bien, déjà construit et loué, une solution de refinancement pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique contre une cession d'une partie des loyers. « Cela leur permet de pérenniser des locataires de plus en plus sensibles à la qualité énergétique du bien qu'ils louent, ou de patienter en attendant la réception d'éventuels subsides. Potentiellement, il permet aussi à une société immobilière d'éviter de se séparer d'un bien pour financer la rénovation d'un autre », explique Joël Duysan. En percevant une partie des loyers, les investisseurs limitent de leur côté leur exposition aux risques, le bien étant déjà loué.

Les prêts mis ainsi en place s'étalent sur une période de 5 à 15 ans. La partie proportionnelle du revenu locatif indexé est consacrée au remboursement des intérêts. Le capital, lui, sera

remboursé à la fin de la période. Au début du projet, 6 mois d'intérêts sont séquestrés pendant 3 ans afin de sécuriser le prêt. Ici aussi, la qualité du bien et du locataire sont finement analysés par un comité financier et un reporting trimestriel de suivi des projets est exigé.

L'enjeu des bâtiments publics

Le certificat permet à la plateforme de s'adresser tant aux propriétaires privés, sociétés ou entités publiques, que ce soit pour des immeubles résidentiels ou professionnels. A l'entendre, Joël Duysan ne manque pas de candidat-es porteur-ses de projets. L'enjeu, c'est de convaincre un nombre grandissant d'investisseur-es de l'opportunité offerte par le certificat. « D'après les estimations du cluster wallon Cap Construction, rien que la rénovation des bâtiments publics wallons nécessitera 50 milliards d'euros d'investissement d'ici 2040. Quand on sait que 300 milliards sont disponibles sur les comptes des particuliers et 1.700 milliards de placements de trésorerie des sociétés, une mise en relation par des plateformes prend tout son sens », souligne-t-il.

L'avenir immobilier de Bruxelles en question

Pour en revenir à Bruxelles, l'on demande à Frédéric Levy Morelle quel regard il pose aujourd'hui sur les perspectives immobilières de la capitale. Il observe pour commencer que les deux autres régions ont diminué de façon massive leurs droits d'enregistrements. S'il comprend les impératifs budgétaires de la région, il s'interroge sur le fait que ce déficit fiscal se double d'une grande inefficacité dans la délivrance des permis. Le CEO se dit surtout très inquiet de l'impact de la récente ordonnance visant à encadrer les loyers. « D'un côté, on a des mesures qui font fuir les primo-acquéreurs de Bruxelles, et tendent ainsi à en faire, à terme, une ville de locataires. Soit, mais dans un tel modèle, il faut pouvoir attirer des propriétaires qui investissent dans la brique. Or, la grille de référence des loyers adoptée par les autorités me semble détachée des réalités du marché. Dans ces conditions, ils iront plutôt investir dans le Brabant Wallon ou Flamand plutôt qu'à Bruxelles », craint-il.

Exercising to excel **at work:** what about sport in the office?

Offering an hour of sport at work is possible, accessible... and it changes everything. Concentration, energy, team spirit: could sweating together be as good as working together? Bénédicte Fievez, a company sports coach, sees the effects every week. Here's what she has to say.

Cardio, Pilates, Zumba or strength training: an increasing number of companies are incorporating physical activity into their teams' routines. The idea is to offer employees an active interlude in their day, usually at lunchtime, to get some exercise, take a moment to breathe... and work better. 'You're using your body for an hour instead of your head,' explains sports coach Bénédicte Fievez, who has been giving courses at Beci and elsewhere for several years now. The result: more energy, better concentration, and often a calmer working environment.

A collective dynamic that does good



Bénédicte, an experienced coach who has worked for a number of years in companies such as ING, ExxonMobil and even the Brussels Parliament, points out that sport in the workplace is not just about individual well-being: 'You don't share the same things in a meeting room as you do during a sports class. It brings people together and breaks down silos. There's a very strong team effect.'

She adds: 'After the sessions, people tell me they sleep better and feel more concentrated,' Bénédicte smiles. 'There's an immediate effect on your mood, thanks to the endorphins you produce during a sports session!' A fact confirmed in practice, and backed up by figures.

According to a study carried out by Decathlon in 2023 on sport in the office, 88% of participating companies reported positive effects on well-being and group cohesion. As for the latest barometer of sport in the workplace (carried out by the French mutual insurance companies Harmonie Mutuelle & Amaury Sport Organisation, 2024), it shows that 94% of employees who take part in physical activity at work report an improvement in their physical health, and 91% in their mental health. 89% feel that offering sport in the workplace is a real sign of recognition, and 86% feel that it reduces their stress (a figure which rises to 89% among female employees).

Get started without breaking the bank

Do you need expensive infrastructure or a dedicated gym to integrate sport into the office environment? 'Not at all,' says the former belly dancer. 'A meeting room is enough, and even without equipment, a lot can be done'. The main thing, she says, is to provide the opportunity: 'All you need is a suitable time slot and a motivated coach. It's not difficult to organise, and the benefits are real'. Some



companies fund the sessions in full, while others offer a token contribution. The model is flexible, but the goal remains the same: to offer a space to exercise together, without pressure. 'It's a moment where hierarchies fade, and everyone is there to feel good.'

And what if the solution to well-being didn't necessarily lie in standing desks or wellness apps, but in a group sports session in the room next door? According to the numbers, and the smiles after a Zumba class, sweating together has never made more sense.

■ Era BALAJ
eba@beci.be

Beci is full of energy too!

Since the beginning of 2025, Beci has adopted a new routine: every week, the team meets up for a sports session with Bénédicte Fievez, company sports coach. Pilates, Zumba, cardio... you name it. We sweat, we laugh, we work, and above all, we support each other!

'Doing sport in the middle of the week is a real breath of fresh air! It relaxes us, and above all, it brings us closer together. And the next day, we share the same aches and pains, so that's another bond!' - Mailys Charlier Zenari, Communications and Marketing Manager.

'These moments together build team spirit. They help us to maintain good mental and physical health, which is essential if we are to work peacefully on a daily basis.' - Caroline Coutelier, Management Assistant.

'I'm happy because it allows me to incorporate an extra workout into my weekly cycle. And Pilates is something I would never have done on my own.' - Jean-Marie Defaut, logistic event manager.



Interested? Contact
Bénédicte Fievez:
**benedictefievez63@
gmail.com**

20 km de Bruxelles : la capitale en baskets

Le 25 mai, les 20 km de Bruxelles reviennent pour une 45^{ème} édition. Une course emblématique à travers la capitale, portée par le Syndicat d'Initiative - Bruxelles Promotion qui accueillera cette année, près de 50.000 participant-es.

Chaque année, c'est le même élan collectif. Elles et ils sont des dizaines de milliers à s'élancer du Parc du Cinquantenaire. Coureurs expérimentés, amateurs, marcheur-ses ou encore athlètes handisport : les 20 km de Bruxelles réunissent tous les profils, dans un esprit à la fois sportif et solidaire. L'édition 2024 avait rassemblé plus de 45.000 participant-es de 141 nationalités.

Le tracé, bien connu des habitué-es, traverse des lieux aussi emblématiques que l'avenue de Tervuren, le Bois de la Cambre,

l'avenue Louise ou encore la place Poelaert. L'occasion de revoir Bruxelles autrement. Le 25 mai 2025, la capitale remet le chrono à zéro pour sa 45^{ème} édition.

Une course solidaire et responsable

Le Syndicat d'Initiative - Bruxelles Promotion, qui organise l'événement depuis ses débuts (en 1980),



soigne chaque détail. Des départs échelonnés permettent à chacun-e d'évoluer à son rythme. La course a aussi une dimension solidaire. Depuis ses débuts, plus de 2,5 millions d'euros ont été collectés pour des associations. Participer, c'est aussi soutenir une cause, sans distinction de niveau ou de chrono.

En 2025, l'événement poursuivra cette logique de soutien, avec une attention particulière portée aux enjeux environnementaux. Des gobelets réutilisables remplaceront progressivement les contenants jetables sur les zones de ravitaillement.

Mobilité : à quoi s'attendre ?

Ce 25 mai, une partie de la capitale ralentira pour mieux laisser courir. Dès 8h30, de nombreuses voies

seront fermées à la circulation : rond-point Schuman, rue Belliard, boulevard de la Régence, chaussée de la Hulpe, et bien d'autres. La mobilité sera donc adaptée, mais Bruxelles bougera d'une autre manière.



■ Era BALAJ
eba@beci.be

Rejoignez la
communauté
ESG de Beci



Fighting harassment in the workplace

© European Union, 2021



Despite strong legal frameworks, workplace harassment remains one of the most pervasive challenges in professional life – often hidden, sometimes normalised and always damaging. An international day to promote inclusion and combat harassment at work serves as a reminder that every employee has the right to work in an environment free from intimidation, discrimination and abuse. For companies, this day offers a moment to reflect, reassess and recommit to building a workplace culture rooted in dignity and respect.

What is workplace harassment?

Workplace harassment refers to any behaviour that intimidates, humiliates or offends a person in a professional setting. It includes – but is not limited to – verbal abuse, bullying, psychological manipulation, sexual harassment and exclusionary practices. Harassment can be overt, like unwanted physical contact or offensive jokes, or subtle, such as being consistently overlooked in meetings, excluded from communications or subject to microaggressions.

Sexual harassment is just one form of harassment in the workplace. According to Eurostat, 32.9% of women in Belgium have experienced sexual harassment at work during their lifetime. This is slightly better than our neighbours the Netherlands (40.9%), France (41.1%) and Luxembourg (52.9%) but far from the lowest rate in Europe (held by Latvia at 11%). Being sexually harassed at work can decrease productivity by 43.1% and increase that person's desire to leave the company by 15.2%. Witnesses of such behaviours are also 11.3% more likely to leave the company.



Leaders have a crucial role to play in developing a culture of respect.

Anybody can be a harasser: colleagues, managers and even external clients or customers. The effects of harassment can be devastating both on individuals and companies. Individuals can suffer from anxiety, burnout and often loss of livelihood, while employers experience reputational and financial consequences.

The legal framework

In 2019, the International Labour Organization set a landmark precedent with *Convention 190 on Violence and Harassment in the World of Work*. It affirms that every worker has the right to a world of work free from violence and harassment. At the European level, the

Framework Agreement on Harassment and Violence at Work (2007) condemns work-related violence in all its forms.

Belgium has established concrete rules in its national policy, both under the Law of 4 August 1996 on the well-being of workers and the Royal Decree of 10 April 2014. Under these rules, employers are required to implement prevention policies, a trusted person trained to support employees confidentially, access to external prevention services and clear reporting procedures.

24 May - International Day against harassment and for inclusion in the world of work

Despite the legal framework and a general will to effect change, harassment in the workplace is still a major problem with half of people reporting unwelcome behaviour during their working lives. That's why Rezalliance, a non-profit organisation based in Geneva and led by Joëlle Payom, launched the *International Day against harassment and for inclusion in the world of work* on 24 May 2022. Every year, Rezalliance holds an event to raise awareness. Last year, it was in Brussels in partnership with Beci. This year, it is hosting a series of webinars online as well as an afternoon of talks in Geneva.

Dedicating a day to this issue each year provides an opportunity for businesses, organisations and governments to reassess their own situations and work to shift attitudes in the workplace.

Risk factors

"We have a great team. No problems here."

Most employers probably hope that the working environment they have created is free from any form of unwanted behaviour, but there are a number of factors that put a workplace at higher risk:

- Predominantly male teams or environments. Research shows that women are more likely to be victims of sexual harassment than men so any place where women feel outnumbered puts them at higher risk.
- A hierarchy that creates significant power differences between supervisors and subordinates.
- More informal settings (like office parties or a work trip) where the lines between work and play are blurred.
- A workplace culture that has failed to tackle previous cases appropriately.
- Isolated working environments.

(Source: 3Plus International)

Although it may seem like the simplest option, eliminating the risk factor is often not feasible or desirable. Cancelling the Christmas party would likely be counterproductive as such events are actually helpful in building better team cohesion.

Tackling harassment and promoting inclusion

According to Dorothy Dalton, founder of 3Plus International, a good place to start is talking to your

employees. Try a simple survey to see where and when they feel most vulnerable and how confident they are in the support they will receive if they report an issue.

Awareness raising is a crucial part of any anti-harassment plan. Not everyone will carefully read policies and procedures; in fact, it's often those most concerned who are most complacent. "People often do not realise that they have offended someone, until they are told about it", points out Jessie Van Audenhaege, Team Leader Prevention Advisor for psychosocial aspects at Mensura. Training sessions should thus be a regular occurrence for all employees, including managers and supervisors. Leaders especially have a crucial role to play in developing a culture of respect.



Half of people report unwelcome behaviour during their working lives.



© European Union, 2023

When an incident does occur, how the company handles it is key. Employees must have access to reporting channels which allow them to come forward safely. Employers should ensure that a trained trusted person is on hand to handle the situation with care. Appropriate action must also be taken. Dorothy Dalton writes: "If employees believe that complaints will be ignored or dismissed, harassers are more likely to repeat their behaviour."

Moving forward

The *International Day against harassment and for inclusion in the world of work* is not just symbolic – it is an annual reminder in the ongoing effort to build healthier workplaces. The success of anti-harassment efforts doesn't depend on the legal structures but on how actively they are implemented on the ground. When employees feel safe, they perform better, stay longer, and contribute more. Respect isn't just a value – it's an advantage. So why not take 24 May as an opportunity to start building a better workplace?

■ Alanah Reynor
alanah@alanah-reynor.com

AVEC LE SOUTIEN D'
MET DE STEUN VAN



Trots om te werken. Trots om Daoust te zijn.



daoust

Bij **Daoust** creëren we jaarlijks werkgelegenheid voor **50.000 mensen**. Sluit je ook aan bij de grote familie op **www.daoust.be**

Daoust, *Welcome to the Family!*



INTERIM & RECRUITMENT • HOME SERVICES • CAREER MANAGEMENT

V.U.: M. DEREMINCE, LOUIZAPOORTGALERIJ 203/5, 1050 BRUSSEL. 02/513 14 14. INFO@DAOUST.BE - ERKENNINGEN: VLAANDEREN VG.163.BUOP, BRUSSEL 00391, WALLONIË W.INT/50/RS/RE.22

24 hours in Brussels *une fois!*

Visiting Brussels for just one day? That's not long, yet it's more than enough to be enchanted by its charm. From the Grand-Place to the art galleries, savouring gourmet delights and taking in a breathtaking view of the city, this uninterrupted journey provides a true experience of the capital's soul.

Brussels can be explored on foot, wandering through lively squares, cobbled streets, and facades rich in history. A capital on a human scale, where you can go from a listed monument to a friendly bar in just a few minutes. If you've only got a day to spare, you might as well go for the essentials: a pinch of culture, a dose of architecture and a few gourmet delights to top it all off.

Morning: heritage and strolling

It's impossible to start anywhere other than the Grand-Place. As a UNESCO World Heritage Site, it impresses as much with its gilding as with its vibrant atmosphere. If the timing is right, you can even enjoy an open-air event. Just around the corner, make sure to stop by the Manneken-Pis, the cheeky symbol of Brussels.

Just a few minutes away, the Bourse - Brussels Stock Exchange - is well worth a visit. Having been recently renovated, it is now home to Belgian Beer World, a space entirely dedicated to Belgium's brewing heritage (which we mentioned in the November edition). Before heading off for lunch, take a look behind the doors of the Cathedral of St. Michael and St. Gudula. Its gothic architecture and stunning stained glass windows make it a beautiful, peaceful setting in the heart of the city.



© Tina Lewis Herbots (Brand Brussels).

Afternoon: gourmet break

With noon approaching, it's time to indulge in some culinary delights. Start with a visit to the Mont des Arts: the view is breathtaking, ideal for a short break before setting off again. Next, head to a *friterie* for authentic Belgian fries, crispy on the outside, soft on the inside, served with a homemade sauce.

Craving something sweet? Maison Dandoy is a sure bet for a soft, yet crunchy Brussels waffle. Enjoy it plain, with sugar or generously covered in chocolate.

The afternoon continues at the Horta Museum, a temple of Art Nouveau, where every detail tells the genius of architect Victor Horta. Then on to the Atomium, a futuristic relic of Expo 58. Climb to the very top and watch as Brussels unfolds beneath your eyes.

Brussels evening: estaminet and brasserie

To round off the day, settle into a typical Brussels estaminet. You'll recognise them by their weathered wooden tables and a menu that highlights traditional dishes. Mussels and fries, Flemish stew, or *stoemp*, all accompanied by a good local beer. Some brewers will be more than happy to tell you all about their expertise over a hoppy triple or a tangy lambic.

In just one day, Brussels says a lot about its character. A blend of elegance, lightness and deep-rooted traditions, the capital knows how to welcome visitors. And then... there's the Sablons and Marolles districts, the Place Sainte-Catherine and the Avenue Louise... A route that's best explored on foot, through picturesque alleys and antique shops. A perfect excuse to come back.

■ Era BALAJ
eba@beci.be

Multimodalité : faire bouger la ville

Malgré un environnement difficile, des acteurs bruxellois – privés comme publics – œuvrent à une nouvelle mobilité bruxelloise.



Mathieu Nicaise, Strategy & Innovation Officer à la STIB

Entre voitures, vélos, trottinettes et transports en commun, comment se porte aujourd'hui la multimodalité à Bruxelles ? Publié il y a quelques semaines par l'ASBL *way to go*, un premier rapport belge sur la mobilité partagée éclaire sur l'évolution des usages.

Trottinettes partagées : concurrence acharnée

Premier enseignement, Bruxelles est la ville belge où l'on trouve la plus forte densité de vélos et trottinettes partagés. Avec près de 10.000 engins et une moyenne de 17 trajets quotidiens pour 1.000 habitant-es, la trottinette y est particulièrement populaire, et ce malgré les zones de parking imposées. Un succès qui explique sans doute pourquoi on y trouve toujours aujourd'hui quatre opérateurs. Fin 2023, la région n'en avait pourtant retenu que deux – Dott et Bolt – suite à un appel d'offre destiné à limiter le nombre de deux-roues. Mais les évincés Lime et VOI ont contesté ce choix en justice, obtenant jusqu'ici de pouvoir continuer leurs activités jusqu'à la fin de leur licence, à l'été de cette année. « En Europe, la plupart des villes ont estimé que deux à trois opérateurs étaient le bon chiffre pour garantir à la fois leur viabilité tout en maintenant un sain niveau de concurrence sans engorger les rues », observe Mathieu Nicaise, Strategy & Innovation Officer à la STIB, un autre acteur clé de la mobilité bruxelloise.

Voitures partagées : trouver l'équilibre

Côté quatre roues, le rapport *way to go* enregistrait plus de 3.800 voitures partagées à Bruxelles en 2024. Parmi elles, les véhicules utilisés « en boucle » de

Cambio représentaient un quart du parc, le reste étant dévolu aux voitures en « libre-service », parkées librement dans les rues de la capitale. Si Bruxelles représente près de la moitié de l'offre en Belgique, ce chiffre était toutefois en diminution de 22 % par rapport à 2023. Il diminuera encore probablement en 2025, l'opérateur MILES ayant récemment annoncé son départ, découragé surtout par les actes d'incivilité. « Les réalités que vivent les opérateurs sont assez différentes. Cambio a un modèle très mature. Il maîtrise très bien la typologie de sa clientèle et les données socio-démographiques de Bruxelles, ce qui lui permet d'estimer au mieux le temps nécessaire à un retour sur investissement dans tel ou tel quartier. Poppy s'inscrit aussi dans cette trajectoire », analyse Mathieu Nicaise. En revanche, pointe-t-il, des acteurs internationaux, qui tentent de répliquer un même modèle de ville en ville en l'adaptant au minimum, s'exposent à de plus grands risques. Testant régulièrement de nouveaux marchés, en fonction notamment de l'accueil des autorités locales ou de la concurrence déjà présente, ils jettent assez rapidement l'éponge si les résultats ne sont pas concluants. « De façon générale, c'est un vrai défi que de trouver le juste équilibre entre une taille de flotte déployée partout mais qui ne se dégrade pas trop vite et un taux d'utilisation suffisant pour assurer la rentabilité », ajoute Mathieu Nicaise. De fait, des six opérateurs qui ont tenté leur chance à Bruxelles jusqu'ici, il n'en reste aujourd'hui que deux.



Pierre de Schaetzen, Chief Marketing Officer chez Poppy

La stratégie qualité de Poppy

Poppy est de ceux-là. Aujourd'hui, la filiale de D'Ieteren déploie, via son application « as a service », une offre complète d'alternatives à la voiture privée, dont des véhicules de location, un service de taxis et des voitures partagées. « En plus des particuliers, un nombre croissant d'indépendant-es et de petites sociétés se tournent vers nos solutions flexibles plutôt que d'investir dans l'achat d'un véhicule. Elles sont plus adaptées à l'incertitude économique et encouragées par les plans mobilité », explique le *Chief Marketing Officer* Pierre de Schaetzen, qui se réjouit aussi de voir sa clientèle jeune et active rejointe de plus en plus par des conducteur-rices plus âgé-es ou retraité-es. Aujourd'hui, 10 % des détenteur-rices urbain-es de permis de conduire font appel à ses services. Mais Poppy voit aussi la *bottom line* de son bilan comptable grevée par l'incivilité. « Cela représente moins d'1 % de notre clientèle, mais l'impact de leurs actes est démesuré. Il suffit qu'une seule personne fume dans la voiture pour que les 30 suivantes le sentent. Il y a aussi des effets boule de neige. Une canette laissée dans l'habitacle par l'un entraînera un mouchoir par la suivante, etc. Et puis chaque voiture accidentée fragilise le modèle », souligne le CMO. Pour contrer le phénomène, Poppy aligne ainsi au mieux ses exigences de comportements utilisateurs à ses hauts standards de qualité de service. Ne cherchant pas à baisser ses tarifs pour augmenter ses volumes, mais bien à restreindre au maximum le nombre de conducteur-rices irrespectueux-euses, elle a pu – au contraire de MILES – contenir ses coûts. La société devrait, pour la première fois cette année, atteindre l'équilibre financier.

Bruxelles : multimodal friendly ?

« La capitale a de nombreux atouts pour des opérateurs, de par sa densité et la coexistence de différents moyens. On voit qu'un ex-propriétaire de voiture qui a changé ses habitudes combine voiture partagée, vélo et transports en commun », pointe Pierre de Schaetzen, qui loue la qualité du réseau et des services de la STIB ou des pôles de modalité inspirants, comme la gare centrale. L'avenir de ces véhicules est aussi crucial pour Bruxelles, dont on connaît les problèmes de mobilité. « L'utilisation d'une voiture partagée en boucle est dix fois supérieure à celle d'une voiture privée », note ainsi le rapport *way to go*. Elles sont aussi un moyen d'optimisation des ressources publiques que constituent les voiries. Au détriment des autres mobilités ? « À Bruxelles, les rues sont souvent étroites et seul 1 à 2 % des voiries sont réaménagées par an. Il peut donc y avoir concurrence entre espaces pour véhicules, bande pour un bus ou piste cyclable. Les arbitrages nécessitent du courage politique, mais en général, les choses s'apaisent un an ou deux après les travaux », observe Mathieu Nicaise. Il note, pour conclure, quelques belles réussites multimodales à ses yeux, tels le tram 10 à Neder-Over-Heembeek ou la transformation de la chaussée d'Ixelles. « Rien n'est jamais parfait, mais qui aurait pu croire que nous serions arrivé-es à maintenir des bus dans une piétonnière arpentée par des trottinettes roulant au pas ? », se réjouit-il.

■ Philippe Beco
pb@beci.be



NEWSLETTER

VOTRE SOURCE D'INSPIRATION HEBDOMADAIRE



SCANNEZ LE QR CODE ET
RECEVEZ CHAQUE SEMAINE
LES **DERNIERS HOTSPOTS**
DANS **VOTRE MAILBOX.**

SUIVEZ-NOUS



CREDIT: TOBIAS KELLER, THOMAS BOXMA, JASEEL T / UNSPLASH, EVA BEEUSAERT.



Digitalisatie in Brussel: klik per klik

Brussel boekt vooruitgang op de weg naar digitalisering. Ondernemers innoveren, overheidsprojecten worden gemoderniseerd, burgers maken gebruik van nieuwe toepassingen ... De Europese hoofdstad is op zoek naar een digitaal evenwicht.

Digitalisering wint terrein in Brussel. Geleidelijk aan worden digitale tools geïnstalleerd in overheidsdiensten, winkels en kmo's. "Er is een echte wil om vooruitgang te boeken en dat is te merken", zegt Charlène Crespel, CEO van BeCentral. In sommige gemeenten is het intussen mogelijk om administratieve afspraken online te boeken, terwijl andere hun loketten hebben gedigitaliseerd. Wat het Gewest betreft, centraliseren platformen zoals MyBxl (platform voor Brusselaars) steeds meer diensten.

Ook bij bedrijven verandert de mentaliteit. "De meeste kmo's beseffen niet dat ze het beter en anders kunnen aanpakken", vertelde Fabien Pinckaers, CEO van Odoo, enkele maanden geleden aan Beci. Hij geeft het voorbeeld van elektronische handtekeningen, die vaak onvoldoende worden gebruikt: "Veel mensen ondertekenen nog steeds op papier en staan er niet bij stil dat het online tien keer sneller gaat. We moeten kmo's laten zien dat digitalisering niet alleen een *buzzword* is, maar een manier om productiever te werken." Toch blijft het een feit dat het digitale ecosysteem van Brussel nog steeds versnipperd is.

Een bruisend particulier ecosysteem

Ondanks de obstakels compenseren particuliere initiatieven gedeeltelijk de institutionele achterstand. "We zien een echte versnelling in het vermogen van Brusselaars om te ondernemen in de techsector, met tal van tools die hen daarbij ondersteunen," merkt Charlène Crespel op. Het digitaal platform BeCentral, dat gehuisvest is in het Centraal Station, is hier een symbool van. Sinds enkele jaren begeleidt de campus techondernemers via het programma *We Are Founders*, in samenwerking met onder andere BeAngels, Bruxelles Formation en Google.



AI bespaart niet alleen tijd, het biedt ook nieuwe businessmogelijkheden

Charlène Crespel

Andere projecten versterken digitale inclusiviteit, zoals The Future of Tech is Female, een initiatief gesteund door Innoviris dat vrouwen aanmoedigt om de techindustrie in te gaan. "Het idee is om het gebruik van technologie te democratiseren en een betere kijk te krijgen op wat technologie echt kan betekenen in het dagelijks leven", benadrukt de CEO.

Alle ogen op artificiële intelligentie

De volgende stap in de digitalisering is de integratie van artificiële intelligentie, die langzaam zijn intrede doet in Brusselse bedrijven: automatisch opgestelde

contracten, commerciële aanbevelingen, chatbots ... "Veel mensen gebruiken AI al zonder het te weten. De echte uitdaging is om deze tools te demystificeren", merkt Thierry Geerts, CEO van Beci, op.

In plaats van mensen te overschaduwen, kan AI hen verlossen van repetitieve taken zodat ze zich kunnen concentreren op wat essentieel is. "Als Europese hoofdstad moet Brussel deze technologieën volledig omarmen, ze begrijpen en er voordeel uit halen. AI bespaart niet alleen tijd, het biedt ook nieuwe businessmogelijkheden", zegt Charlène Crespel.



We moeten Brussel heruitvinden

Thierry Geerts



Lancering van de eerste opleiding in samenwerking met BeCode, op 12 november 2024 bij Beci.

Opleidingen zoals die van BeCode, in samenwerking met Beci, maken bedrijven vertrouwd met AI. Andere initiatieven, zoals het Brusselse instituut FARI, onderzoeken dan weer de ethische toepassingen van deze technologie. Het instituut biedt een demonstratieruimte die toegankelijk is voor het grote publiek, om een beter inzicht te krijgen in wat AI wel en niet kan doen. Ook hier blijft onderwijs de sleutel. "Om iedereen van deze revolutie te laten profiteren, moeten we ze uitleggen en toegankelijk maken", concludeert Charlène.

Nood aan sterkere coördinatie

Nog niet alles loopt gesmeerd in de hoofdstad. De digitale trajecten verschillen nog steeds van departement tot departement of van gemeente tot gemeente, maar de collectieve dynamiek is er wel. "Er zijn veel ideeën en steeds meer spelers werken samen, maar losse initiatieven volstaan niet meer," merkt Charlène Crespel op. Wat ontbreekt er nog?



Opleiding over elektronische facturering gegeven bij Beci.

"Een gedeelde visie, eenvoudiger tools en betere communicatie over de beschikbare diensten."

Daar ligt de uitdaging: de silo's doorbreken, de samenwerking tussen publieke, private en maatschappelijke actoren versterken en digitalisering ten dienste stellen van economische ontwikkeling en ondernemerschap.

Brussel heruitvinden, stap per stap

Het goede nieuws is dat de dynamiek goed op gang is. Brussel kan rekenen op een groeiend aantal digitale talenten, een creatief ondernemersklimaat en een diversiteit aan profielen. De uitdaging is nu om deze krachten op elkaar af te stemmen om een hoofdstad te bouwen die haar digitale ambities waarmaakt. "We moeten in gedachten houden dat dit de vierde industriële revolutie is, wat betekent dat we te maken hebben met een metamorfose in de manier waarop bedrijven werken. We moeten Brussel heruitvinden in het tijdperk van artificiële intelligentie", benadrukt Thierry Geerts.

Kortom, Brussel is nog geen perfect model van digitalisering, maar het gaat vooruit, gedreven door geëngageerde ondernemers, nieuwsgierige burgers en instellingen die zich aanpassen. De hoofdstad loopt misschien geen digitale sprint, maar houdt het tempo wel vast.

■ Era BALAJ
eba@beci.be



Blijf op de hoogte
van alle opleidingen
die Beci organiseert:



Word lid van Beci's
Digital/AI community

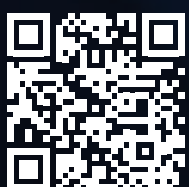




Et vous, comment ça va ?

En tant qu'indépendant on ne prend pas toujours le temps de se poser la question.

Scannez ce code QR pour savoir comment vous allez réellement.



**feeling
Great**
by Partena Professional

Stress, alcool et sucre, même combat !

Je me suis réjoui de constater que Beci organisait désormais régulièrement des événements sans alcool et/ou à la nourriture super saine. C'est très d'actualité ! En effet, **dans leurs vies stressantes**, les entrepreneurs et managers font souvent face à deux « faux amis » : l'alcool et le sucre. Attention, je ne parle pas ici d'alcoolisme ni de diabète de type 2, mais bien de mauvaises habitudes qui nous pourrissent la vie, et à long terme la santé.

Commençons par **le sucre**. Je vise ici particulièrement le sucre raffiné, présent dans les biscuits, confiseries, chocolats, boissons sucrées, glaces et pâtisseries, mais aussi dans les chips et snacks industriels. Comme toute forme de glucose, le sucre raffiné provoque des « ups and downs » d'énergie, ainsi que des fringales (lire *Glucose Révolution* de Jessie Inchauspé). Il fait grossir, car il procure au corps beaucoup plus d'énergie qu'il n'en a besoin, que celui-ci stocke alors sous forme de graisse. Il provoque une fermentation intestinale qui cause des ballonnements et douleurs. Mais il a aussi un effet inflammatoire, et accentue donc les douleurs au ventre, dos ou muscles. Pire, à long terme, il dérègle complètement le microbiote intestinal, perturbant notre digestion et contribuant à la prolifération des intolérances et allergies (lire *De l'intestin au cerveau* du Dr Perlemuter).

Parlons maintenant de son cousin, **l'alcool**. Le petit apéro qui nous aide à nous relaxer après une journée stressante, devient vite une mauvaise habitude dont on a du mal à se débarrasser – autrement dit une addiction. Si on se sent un peu moins frais, c'est parce que l'alcool fragmente le sommeil et provoque un état de légère dépression le lendemain. On a tous l'un ou l'autre collègue qui serait moins irritable s'il n'avait pas consommé d'alcool la veille. L'alcool

affaiblit l'organisme, et accentue toutes nos faiblesses, douleurs ou maladies. Enfin, il s'agit d'un « super sucre », et tous les effets négatifs décrits plus haut s'appliquent encore plus à lui. Pour plus d'informations, lire *Alcool : ce qu'on ne vous a jamais dit* du Dr Orban et Vincent Liévin.

Combinaison alcool, sucre et stress est toxique

Combinés, l'alcool et le sucre forment un cocktail tout à fait délétère pour le corps et l'esprit (encore plus si on leur additionne le stress de nos vies professionnelles !) Si vous avez des soucis de santé, fatigues ou douleurs chroniques difficiles à résoudre, essayez de limiter drastiquement votre consommation de sucre et/ou d'alcool, et vous serez surpris des effets positifs.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il peut être intéressant de **commencer par le sucre**. Par exemple opter pour des collations saines, mais présentant tout de même un certain plaisir gustatif. Remplacer le biscuit du goûter par un yaourt (grec) accompagné d'amandes effilées ou graines de courges pour donner de la texture, et/ou un fruit (qu'il vaut mieux consommer en-dehors des repas principaux pour éviter la fermentation). Les chips, on peut les remplacer par des bâtonnets de carotte ou de concombre, accompagnés de pistaches, houmous, etc. Quant aux boissons sucrées, elles peuvent céder leur place non pas aux jus de fruits (sans les fibres contenues dans le fruit entier, ils ne sont pas bénéfiques), mais au thé vert ou à la tisane. Les sucreries le soir devant la télé sont à proscrire absolument, car elles sont encore moins bien assimilées par l'organisme, et nuisent à notre sommeil.



© Frédéric Raevens

Par Gilles Daoust,
Entrepreneur et écrivain

Après avoir drastiquement diminué sa consommation de sucre raffiné, il est beaucoup plus facile de maîtriser sa consommation d'alcool. En effet, le sucre appelle le (super) sucre (qu'est l'alcool). Pour se libérer du joug de l'alcool, le plus simple est de se fixer des limites « socialement » acceptables : par exemple jamais le midi, maximum 2 (ou 3) soirs par semaine à raison de maximum 2 (ou 3) verres. Le reste du temps, remplacer l'alcool par les boissons saines citées plus haut, même si ça fait bizarre au début.

A mon sens, **il ne s'agit pas d'arrêter complètement** le sucre et l'alcool, mais simplement d'assainir son corps et son esprit, tout en pouvant se faire un petit plaisir une ou deux fois par semaine, que l'on tolérera alors beaucoup mieux. Certains régimes recommandent de supprimer complètement tout glucose (et donc aussi les fruits, les pâtes, le pain, les féculents...) mais sauf en cas de maladie avérée, ceci me semble très monacal et difficilement tenable à long terme.

Mettre en place cette **nouvelle routine** prendra quelques semaines, et ce ne sera pas facile tous les jours, avec des victoires et des rechutes avant de trouver le bon équilibre. **Parmi les bénéfices** : énergie plus abondante et plus constante, meilleure gestion du stress, mental plus stable, diminution des douleurs, perte de poids, meilleur sommeil, et meilleure estime de soi. Ça vaut la peine d'essayer !



Tous les livres cités dans cette chronique sont disponibles gratuitement sur simple demande via www.GilesDaoust.com (un livre par personne svp).

Eulep

Enseignement pour adultes : sur les bancs de l'emploi

Dans l'enseignement pour adultes, anciennement promotion sociale, les professeur·es accompagnent celles et ceux qui ont décidé de revenir sur les bancs de l'école.

Depuis peu, l'Enseignement de Promotion Sociale (EPS) change de nom : on parle désormais d'Enseignement pour adultes. Ce changement, validé par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, vise à « mieux » refléter la réalité de ces écoles où les apprenant·es, souvent en reconversion ou en quête d'insertion, s'inscrivent de leur propre initiative. Ardit, professeur de français dans l'enseignement pour adultes, en connaît bien les subtilités et les défis. Il s'est confié à Beci.

Un public adulte, des attentes précises

L'enseignement pour adultes s'adresse à un public très divers, de 16 ans jusqu'à... pas d'âge. Les motivations varient : reconversion professionnelle, amélioration du niveau de langue, recherche d'un emploi. « On enseigne à des adultes qui ont fait le choix d'être là. C'est très différent d'un enseignement obligatoire. Les étudiant·es apprennent parce qu'ils et elles sont capables d'apprendre », explique Ardit.

Dans ses classes, il accueille des personnes venues se former rapidement, souvent dans l'urgence, avec des

objectifs précis. Il accompagne les futurs talents aux profils multiples. L'enseignant souligne : « Beaucoup souhaitent devenir aide-soignant·es, assistant·es maternel·les ou travailler dans les maisons de repos. D'autres cherchent tout simplement à mieux vivre dans la société belge francophone. »

Apprentissage linguistique et intégration culturelle

Enseigner le français à des adultes allophones, c'est enseigner la langue cible, mais aussi ce qu'Ardit appelle la « langue outil » : « On apprend le français... en français, pour atteindre le français. C'est à la fois technique et humain. L'enjeu, c'est la réinsertion, l'autonomie, la capacité à vivre et à travailler en français. »

Les modules sont courts – deux à cinq mois – et ciblés. Pas question d'enseigner de manière exhaustive ou « de faire de la grammaire pour faire de la grammaire. » Il faut aller à l'essentiel et prioriser les besoins immédiats.

Mais la langue n'est qu'une partie de l'équation. Les enjeux interculturels sont omniprésents. « Dans une même classe, j'ai parfois une dizaine de nationalités différentes qui viennent avec leurs propres habitudes et cultures du monde professionnel », confie l'enseignant.

Et puis, il y a cette satisfaction discrète, mais précieuse : « Quand un·e étudiant·e vient me voir après plusieurs mois pour me dire qu'il a trouvé un emploi. Bien sûr, je ne sais pas si c'est grâce à nous... mais je me plais à penser que nous avons joué un rôle dans son parcours. »



■ Era BALAJ
eba@beci.be



En toile de fond, l'enseignement pour adultes est aussi un outil discret, mais essentiel pour répondre aux besoins du marché du travail bruxellois. En ce sens, Beci agit à travers ses deux écoles de formation continue : EPFC et CVO Semper qui accueillent chaque année près de 30.000 étudiant·es.

Voor wie is de PGR bedoeld?

Wanneer een bedrijf een moeilijke financiële periode doormaakt, kan de procedure voor gerechtelijke reorganisatie (PGR) helpen om een faillissement te voorkomen en er weer bovenop te komen. Hoe werkt het en wie kan er een beroep op doen?

Economische moeilijkheden betekenen niet altijd het einde voor een bedrijf. De procedure voor gerechtelijke reorganisatie (PGR) biedt bedrijfsleiders een wettelijk kader waarbinnen ze kunnen onderhandelen met hun schuldeisers en hun bedrijf kunnen reorganiseren, terwijl ze tijdelijke bescherming van de rechtbank krijgen. Met de PGR kan volgens de wet "tot 80% van de schuld worden kwijtgescholden", legt Fryderyk de Peslin Lachert, advocaat en insolventie-expert, uit.

Een gereguleerde procedure

De PGR, met de steun van het Brussels Gewest, begint met een aanvraag bij de ondernemingsrechtbank. Als die aanvaard wordt, krijgt de onderneming uitstel van betaling, zodat de schuldeisers geen onmiddellijke betalingen kunnen eisen. Dit uitstel biedt de mogelijkheid om een herstelplan op te stellen, in een van de volgende drie vormen (volgens de kamer van koophandel van Brussel, zie QR-code aan het einde van het artikel):

- Minnelijke schikking, rechtstreeks afgesloten met bepaalde schuldeisers.
- Collectief akkoord, waarbij alle schuldeisers betrokken zijn en waarvoor toestemming van de rechtbank nodig is.
- Overdracht met toestemming van de rechtbank, om het bedrijf over te dragen aan een andere entiteit om de activiteit te behouden.

Wie kan een PGR aanvragen?

Volgens de Koninklijke federatie van het Belgisch Notariaat komt "elke natuurlijke persoon die als zelfstandige een professionele activiteit uitoefent, elke rechtspersoon of elke andere organisatie zonder rechtspersoonlijkheid" in aanmerking voor een PGR. Zelfstandigen, kmo's en grote ondernemingen kunnen een aanvraag indienen, op voorwaarde dat ze kunnen bewijzen dat ze in financiële moeilijkheden verkeren maar nog steeds levensvatbaar zijn.

De aanvraag moet actuele financiële documenten bevatten, een evaluatie van de schulden en een duidelijke strategie om de continuïteit van het bedrijf te garanderen. De PGR wordt niet automatisch toegekend: de rechtbank analyseert de situatie en kan de aanvraag weigeren als het bedrijf geen realistische vooruitzichten op herstel toont.

Op het juiste moment te gebruiken

Hoewel de PGR een waardevolle adempauze biedt om een bedrijf te herstructureren, legt deze procedure ook strikte voorwaarden op: het bedrijf moet bewijzen dat het in staat is zichzelf recht te trekken en zijn verplichtingen na te komen. Een laattijdige aanvraag of een slecht opgesteld plan kan tot mislukking leiden.

Om een faillissement te vermijden en de kansen op succes te maximaliseren, kunnen Beci's experts ondernemers helpen een PGR aan te vragen bij de ondernemingsrechtbank. Voor meer informatie:



■ Era BALAJ
eba@beci.be



NEWSLETTER

UW WEKELIJKSE SHOT INSPIRATIE



SCAN DE **QR-CODE**
EN ONTVANG ELKE WEEK
DE **NIEUWSTE HOTSPOTS**
IN UW **MAILBOX**.

VOLG ONS OP



CREDIT: TOBIAS KELLER, THOMAS BOXMA, JASEEL T / UNSPLASH, EVA BEEUSAERT.

L'entreprise libérée, dix ans plus tard...

En 2015 était publiée la version française de *Reinventing Organizations*. Traduit dans plus de 20 langues et vendu à plus d'un million d'exemplaires, comment les messages de Frédéric Laloux ont-ils percolé dans la culture managériale ?



Reggy-Charles Degen, co-founder de Q7Leader

Muriel Bernard (ex eFarmz) ou Marc Vossen (ex NGroup) font partie des CEO qui disent s'en être inspiré-es, de même que des entreprises comme Cosucra ou Decathlon. Relayé par de nombreux-ses consultant-es ou DRH à travers ateliers, plateformes d'échanges et autres conférences, le regard novateur de Frédéric Laloux, consigné dans son ouvrage *Reinventing Organizations*, imprègne encore aujourd'hui les esprits. Disponibles sur YouTube, ses conférences cumulent d'ailleurs des millions de vues.

Des entreprises libérées

Avant de saisir la plume en 2014, Laloux – ex-associé de McKinsey – avait pu observer à quel point, en particulier dans de grandes entreprises, les modèles traditionnels de management génèrent une bureaucratie étouffante, une perte de sens et un désengagement massif des individus. Il a voulu y opposer une nouvelle façon de concevoir l'organisation, qui ferait de l'entreprise un lieu combinant performances financières et épanouissements personnels, ajoutant ainsi sa contribution à l'idée d'entreprise libérée. Dans son ouvrage, il identifie ainsi une douzaine d'entreprises qui ont réussi à gérer la complexité en libérant les énergies humaines plutôt qu'en les épuisant. De Patagonia à Buurtzorg, le plus grand acteur de soins à domicile aux Pays-Bas, il détaille les fonctionnements de ces organisations qu'il nomme « opales ».

Auto-gouvernance, authenticité et agilité

Leur premier point commun, c'est le principe de l'auto-gouvernance. Les hiérarchies de pouvoir traditionnelles y sont remplacées par des structures flexibles où les individus prennent les décisions collectivement. Fini donc le syndrome du ou de la manager « petit chef » vers qui remontent toutes les

décisions à prendre. Pour illustrer, Laloux aime à comparer une entreprise à un cerveau fait de millions d'interconnexions. « *Imaginez une seule seconde que toutes les informations ou décisions devraient remonter à une poignée de neurones, toujours les mêmes...* », cingle-t-il. À un tel scénario, il oppose un modèle où l'autorité demeure mais où elle est distribuée entre les différents collègues ou équipes impacté-es par un nouveau projet, créant ainsi des mécanismes de hiérarchie naturelle.

L'ex-consultant distingue aussi les organisations opales par un environnement où chacun-e peut être authentique et exprimer toutes les facettes de sa personnalité. L'émotionnel, l'intuitif ou le spirituel trouvent leur place face aux décisions purement rationnelles. Les égos ne règnent plus en maître et les jeux politiques s'effacent.

Laloux relève enfin qu'à la façon d'organismes vivants, les entreprises qu'il a étudiées adaptent leurs décisions – y compris les plus stratégiques – en fonction d'une raison d'être solidement établie et de leur environnement, plutôt qu'en suivant des objectifs fixés et très chiffrés. Elles passent ainsi, tout en restant très performantes, d'une philosophie « *predict & control* » à celle de « *sense & respond* ».

Retour d'expériences

Dix ans plus tard, comment ce modèle séduisant s'est-il diffusé au sein du monde de l'entreprise ? Reggy-Charles Degen est maître de conférences à la Solvay School of Management et cofondateur du cabinet Q7Leader. Pour lui, l'idée du pouvoir partagé, que l'on retrouvait déjà dans les écoles de la sociocratie et l'holocratie, a aujourd'hui percolé quasi partout. « *Elle libère les managers de la responsabilité du savoir. Ceux-ci demandent à ne plus être perçus comme omniscients, bien conscients eux-mêmes qu'ils ne savent pas tout. L'apport de Laloux a été remarquable car il a pu convaincre quantités de dirigeants qu'une alternative à la relation hiérarchique était possible* », commente-t-il.

Pour autant, il souligne que l'espoir né il y a dix ans d'une vision d'entreprise sans managers a, lui, disparu. Il y voit plusieurs raisons. D'abord, la fragilité d'un modèle reposant en trop grande partie sur la conviction d'une seule personne, en l'occurrence le ou la CEO. Dans son ouvrage, Laloux admettait lui-même qu'un leadership éclairé prêt à abandonner le contrôle centralisé était l'une des conditions du succès. « *La vision ignore aussi que la majorité des individus n'ont pas en eux cette fibre de l'engagement, parfois pour la simple raison que la nature même de leur travail ne les stimule pas. C'est même le cas de la grande majorité, qui préfèrent être dirigé-es plutôt qu'autonomisé-es* », pointe Reggy-Charles Degen. Pour avoir conseillé des dizaines d'entreprises, il observe aussi que libérer les énergies est probablement bien plus aisé dans les organisations à impact tangible – par exemple dans le secteur des soins – où le sens de l'action individuelle et commune est plus facile à trouver.

Ou encore dans celles ayant adopté le Kaizen, cette philosophie japonaise d'amélioration continue.

Fondations solides

S'il adhère à l'idée d'entreprise libérée, Reggy-Charles Degen insiste surtout sur le fait que son implémentation réussie suppose de disposer, avant toute chose, de fondations RH solides. « *J'entends par là des outils de mesure de la performance, de la compétence, du potentiel, de l'adhésion aux valeurs de l'entreprise ainsi que des référentiels de rémunération. Autant d'éléments qui constituent un référentiel commun dont la nécessité n'est pas effacée par l'adoption du nouveau paradigme* », relève celui qui est aussi l'auteur du People Model Canvas, un outil qui aide les managers dans l'accompagnement au développement de leur équipe.

« *Qu'est-ce qui a changé en dix ans ?* » Cette question a été directement posée lors d'un récent webinar à Frédéric Laloux lui-même, aujourd'hui concentré sur un projet de sensibilisation des entreprises au dérèglement climatique. Il répond avec beaucoup d'humilité et de sincérité : « *À la fois énormément et tellement peu. Il me serait beaucoup plus facile de trouver 12 organisations opales aujourd'hui qu'hier. Mais j'ai aussi vu des boîtes qui ont adopté le modèle puis sont revenues en arrière. J'aimerais pouvoir citer 10 grandes multinationales qui ont fait le shift et ce n'est pas le cas. Je crois que le plus grand changement auquel mon ouvrage, comme beaucoup d'autres, a contribué, c'est qu'il est beaucoup plus facile de lancer aujourd'hui une entreprise ne correspondant pas au modèle dominant sans passer pour un fou* ». Et ça, c'est déjà énorme...



■ Philippe Beco
pb@beci.be



Vous mettez des piles et batteries sur le marché ? Affiliez-vous à Bebat !

Saviez-vous qu'en tant que producteur ou importateur de piles et batteries (ou de produits contenant des piles et batteries) en Belgique, vous êtes soumis à l'obligation légale de reprise ?

Découvrez les 7 obligations légales



- **Vous enregistrer :**
auprès des 3 autorités régionales en Belgique..



- **Faire la déclaration :**
quelles piles et batteries vous mettez sur le marché belge.



- **Sensibiliser et prévenir :**
autour de l'utilisation des piles et batteries.



- **Organiser la collecte :**
transport conforme à l'ADR par des collecteurs agréés.



- **Recycler :**
les piles et batteries usagées deviennent de nouvelles matières premières.



- **Prouver l'efficacité de recyclage :**
faire traiter les piles et batteries par des entreprises de recyclage agréées.



- **Faire le reporting :**
aux autorités.

Pour satisfaire à toutes ces obligations, vous pouvez soumettre votre propre plan individuel d'obligation de reprise ou de prévention et de gestion des déchets aux autorités régionales pour approbation. Mais il y a aussi une manière plus simple : s'affilier à Bebat.

Vous voulez d'abord vérifier si votre entreprise est soumise à cette législation ?

Faites le test sur www.bebat.be/le-test



Recycler ensemble,
c'est mieux pour nous tous

BMB 2025 : Bruxelles prend l'air

En août, le « Brussels Meet Brussels » prend l'air. Une édition estivale, en extérieur, pour parler de Bruxelles sans costume-cravate, sans langue de bois, en bref : pour parler de Bruxelles autrement.

Bruxelles ne se refait pas dans des salons feutrés. Cet été, ce sera en plein air. L'édition 2025 du « Brussels Meet Brussels » sort des murs et s'invite sous le ciel de la capitale, dans un lieu, qui, on vous le promet, en vaudra le détour. Depuis plusieurs années, l'événement est devenu un moment fort dans le calendrier de Beci. Il réunit celles et ceux qui habitent la capitale, qui l'aiment, qui la réparent ou l'imaginent autrement. On y débat, on y échange, on y croise des idées. Cette fois-ci, le BMB prend l'air – au propre comme au figuré – pour remettre la Région au centre des discussions.

Un été à l'air libre

Chaque édition, l'angle change, le ton varie, le public évolue, mais l'idée reste la même : rassembler autour d'une même table, celles et ceux qui ont à cœur de faire avancer Bruxelles. L'an dernier, le rendez-vous abordait de front les failles bien connues de notre Région : pauvreté, taux de chômage élevé, professions en pénurie... Rien de très léger, mais des sujets que Beci juge nécessaires d'en discuter collectivement. « Au lieu de s'attarder sur les faits, il est essentiel d'engager un débat ouvert et honnête, sans tabous, sur les causes de cette situation. Il en va de l'avenir des plus démunis et de la prospérité de notre Région », rappelait Jan De Brabanter, l'ex-secrétaire général de Beci, la saison dernière.

En 2025, le fond reste, la forme, elle, change. Oublions le cadre institutionnel, place à un moment plus ouvert, plus hybride. Le Brussels Meet Brussels s'installe dans un cadre plus estival, plus vivant. Un format inédit à mi-chemin entre l'apéro engagé et le forum urbain. En résumé, une manière plus libre d'aborder des sujets de fond, dans une ambiance propice à la discussion.

Faire circuler Bruxelles

Moins de badges, plus de dialogues ; moins de slides, plus de spontanéité – mais toujours du contenu de qualité. L'idée derrière cette fusion est conviviale, oui, mais pas que. Elle est aussi politique, au sens noble du terme : réunir, faire circuler la parole et les points de vue. Faire en sorte que celles et ceux qui œuvrent pour Bruxelles, chacun-e à leur manière, puissent se parler en vrai.

Sur place, on pourra croiser des dirigeant-es d'entreprise, des responsables d'associations, des élu-es, des créatif-ves, des profils venus d'ailleurs... et peut-être même quelques invité-es de marque.

Bref, toutes celles et ceux qui, à leur manière, font bouger Bruxelles.

Quel que soit le lieu, l'essentiel reste le fond. On y parlera d'opportunités, de blocages, de pistes d'action : tout ce qui peut contribuer à remettre Bruxelles sur la carte.

Rendez-vous en août

En somme, pas besoin de grands discours protocolaires pour faire émerger les idées. Parfois, un lieu agréable, un verre et une conversation bien menée. Ce soir-là, on ne réinventera peut-être pas Bruxelles, mais on la regarde en face ou on la pensera autrement. Allez, rendez-vous fin août ! (Plus d'infos dans l'édition de juin)

■ Era BALAJ
eba@beci.be



La terrasse de Beci réouvre ses portes ! Petits déj' et événements en plein air vous tentent ? Jetez un coup d'œil à notre agenda !





do your thing

34 clients, 27 factures, 1 outil digital. Malin.

**Gérez aussi votre facturation sans souci
sur Business'Bank.**

**ING Invoice
Manager
gratuit***



Devenez client sur ing.be/monentreprise

*En tant que client Business ING, vous ne payez pas de frais pour la version standard d'ING Invoice Manager. Infos et conditions sur ing.be.

Geopolitics have **substantial impact** on Belgian businesses

© European Union, 2024



Geopolitical events – ranging from wars and trade disputes to shifts in global alliances and policy reforms – have far-reaching effects on businesses, especially in a small, export-driven economy like Belgium. Here, SMEs account for more than 99% of all businesses, two-thirds of jobs and half of prosperity. It's safe to say they form the backbone of the country's economy.

Yet, Belgian companies are particularly exposed to geopolitical shifts. The high cost of doing business – as a result of elevated salary costs and soaring energy prices – means that Belgian businesses struggle to remain competitive on global markets. In fact, exports from companies based in Brussels dropped over the last two years. So what kind of impact can geopolitical events have on Brussels-based businesses? And more importantly, how can they adapt?

Understanding geopolitical risk

Geopolitical risk refers to the uncertainty in markets and economies stemming from political events such as international conflicts, political instability, protectionist policies or sanctions. These risks can disrupt global supply chains, influence energy prices, change market access or alter investor confidence. It could be assumed that a specific change, such as sanctions on a specific country, would have limited impact on businesses in other countries. However, global supply chains result in indirect impacts far beyond those directly affected.

Trade and tariff barriers

In recent weeks, US President Donald Trump has been threatening and implementing tariffs on nations around the world. In order to gauge the kind of impact these tariffs might have, ING published a study exploring the potential effect of a 25% tariff on the EU economy. It found that a 25% tariff could decrease exports by 19% and reduce the EU's GDP by 0.33% in the short term, but that the impacts could spread much further.

A 25% tariff could result in Belgium's economy shrinking by 0.26% in the short term. Belgian exports to the US could fall by up to 45%, causing GDP to drop by 0.69%. The US is Belgium's fourth-largest export market, representing 7.6% of total exports for a value of €28.03 billion in 2023. In terms of extra-EU trade, exports to the US represent 19.1% of Belgium's exported goods. It is particularly exposed in the pharmaceutical and chemical sectors.

It's not just the direct impact of such tariffs that is cause for concern. Affected countries will be deciding how to react, whether by negotiating or retaliating. The latter could lead to a trade war, which would affect supply chains globally, increasing input costs

and causing delays. Not to mention the knock-on effect on consumer and investor confidence.

Supply chain disruption

Supply chains are particularly vulnerable to local turmoil and disruption. In the food sector, for instance, livestock affected by a particular disease can result in countries halting all imports of foodstuffs from the affected country.

The price of cocoa, the raw ingredient for chocolate, hit a record high in December last year, jumping up from \$7.895 per kg in November to \$10.32 per kg. The reason? Côte d'Ivoire and Ghana – who account for nearly 60% of the world's cocoa production – were hit by poor weather conditions resulting in a 14% decline in global cocoa production in the 2023-24 season. Belgian SMEs that depend on raw materials or components from affected regions may experience delivery delays, higher costs or complete shortages.

Energy price volatility

Russia's invasion of Ukraine in 2022 generated a great deal of uncertainty. SMEs – especially in the luxury goods sector – had to evaluate whether they could continue trading with partners located in Russia and whether they could ensure payment as a result of sanctions. More widely, the war disrupted energy supplies across Europe, causing spikes in gas and electricity prices. These steep increases in utility bills even pushed some businesses into insolvency.

Regulatory compliance

Geopolitical developments can also bring about shifts in regulatory landscapes. New sanctions, like those imposed on Russia, require SMEs to conduct due diligence on partners and clients to ensure compliance.

The adoption of EU-wide policies in response to global challenges – such as the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) – can also impose new reporting and pricing structures, which disproportionately strain smaller businesses with limited administrative bandwidth.

Financial markets and foreign exchange risk

Periods of geopolitical instability often see investors turning risk-averse, leading to a tightening of credit

markets. Changes in trade policy can also abruptly alter market dynamics. Post-Brexit regulations, for instance, introduced new customs requirements, VAT changes and administrative burdens for Belgian exporters to the UK.

Currency fluctuations are another direct market effect of geopolitical shifts. For Belgian SMEs engaged in international trade, especially outside the eurozone, sudden swings in exchange rates can either erode profit margins or inflate costs.

Strategic adaptation. Simply put, what can we do?

Although SMEs can't control geopolitical outcomes, there are a number of strategies they can adopt to mitigate risks and build resilience.

- Diversify suppliers and customers to reduce dependency on any one country or region.
- Reduce costs – perhaps by changing supplier or diversifying imports – in order to be more competitive.
- Bear in mind the impact that changes to exchange rates may have on final prices and account for them in strategy.
- Focus on exporting to countries that have a Free Trade Agreement with the EU.
- Stay informed of rules and regulations, particularly non-tariff barriers such as certification and hygiene standards.
- Collaborate with industry peers and welcome support from local chambers of commerce (like Beci) or industry associations.

The interconnection of geopolitics and economics means no business, regardless of its size, operates in a vacuum. For Belgian SMEs, the path forward depends on recognising that global events aren't distant – they're local, immediate and impactful.

Where to find support

- Enterprise Europe Network. Contact international@beci.be
- Business support organisations, such as Beci
- Access to Markets platform
- If you're facing a specific non-tariff barrier, you can make a complaint to the European Commission to ask them to intervene.



■ Alanah Reynor
alanah@alanah-reynor.com



© European Union, 2025



Bruxelles : j'y suis, j'y reste !

**Capitale européenne, ville à taille humaine, creuset de cultures et d'opportunités...
Bruxelles attire les entrepreneur·es. Voici pourquoi y installer son siège social a du sens.**



Atomium de Bruxelles. ©Era Balaj

Entreprendre, oui. Mais où ? À l'heure où les grandes capitales européennes redoublent d'attractivité, Bruxelles tire son épingle du jeu. Carrefour stratégique, région multilingue, capitale de l'Europe... elle coche bien des cases pour celles et ceux qui veulent se lancer. Et quand on sait qu'un·e entrepreneur·e sur deux est en réalité un·e expat' ou un profil international (selon le SPF Economie), on comprend vite pourquoi la ville est en train de devenir un hub à part entière. Alors, à quoi ressemble concrètement un démarrage d'activité dans la capitale et qu'a-t-elle de plus que les autres ?

Entreprendre à Bruxelles : le bon réflexe

Bruxelles, c'est l'Europe sans le tumulte. On y est à deux pas de Paris, Amsterdam, Londres ou Francfort, avec une excellente connectivité ferroviaire, autoroutière, aérienne et portuaire, ce qui permet d'accéder rapidement aux grandes places économiques européennes. Pour les entreprises tournées vers l'international, difficile de faire plus pratique.

Au-delà des connexions, c'est ce qui se passe ici qui compte : institutions européennes, ONG, fédérations, sièges de multinationales... tout ce monde se croise, échange, collabore. Résultat : un écosystème fertile où les opportunités ne manquent pas. Comme le résume le guide « Créer une entreprise à Bruxelles » de Beci (voir fin d'article) : « En installant votre entreprise à Bruxelles, vous faites partie de l'écosystème bruxellois, avec ses 42.000 entités juridiques dans un périmètre de seulement 3 km. » Et c'est exactement ça.

Ici, on entreprend entouré·e

Bruxelles bouge avec celles et ceux qui créent et innovent. Ici, les démarches pour lancer une activité sont plutôt claires, les services d'accompagnement bien structurés, et les réseaux facilement accessibles. Beci, notamment, soutient chaque année des centaines d'entreprises, belges ou étrangères, de la création à la domiciliation, en passant par leur expansion internationale.

Selon les chiffres du SPF Economie, la Région comptait des centaines de milliers d'entreprises actives en 2023, un tissu économique dense, où les échanges se font naturellement. Vous cherchez un·e partenaire, un·e fournisseur·euse, un·e client·e ? Ils ou elles sont sûrement à deux rues.

Une ville qui parle toutes les langues

À Bruxelles, on parle affaires en plusieurs langues. Le bilinguisme français-néerlandais y est institutionnel, mais l'anglais s'est largement imposé dans les milieux économiques, et cela fonctionne. Le bilinguisme institutionnel, couplé à une forte présence de profils internationaux, crée un climat ouvert et inclusif. En outre, cette dimension cosmopolite facilite l'intégration des talents, mais aussi la collaboration interculturelle.

Et puis... y implanter son siège, c'est aussi penser aux équipes. Sur ce point, Bruxelles marque des points : vie culturelle foisonnante, espaces verts un peu partout, quartiers vivants... On y vit bien, on y travaille bien. Et cela compte, surtout pour retenir des profils qualifiés.

L'avenue Louise, l'adresse qui en dit long

Si certains sièges sociaux choisissent la périphérie pour des raisons pratiques, d'autres optent pour des adresses emblématiques. C'est le cas de l'avenue Louise, l'une des artères les plus représentatives du dynamisme économique bruxellois. Longue de près de trois kilomètres, elle relie le quartier du Palais de Justice au Bois de la Cambre, et concentre tout : commerces, bureaux, institutions, vie.

C'est ici, au numéro 500 que Beci a installé son siège. Une adresse qui incarne une certaine idée de Bruxelles : à la fois le prestige, le mouvement et le



Avenue Louise 500.

lien aux entreprises. Sur place, ça bouge : on y croise des entrepreneur·es, on y organise des événements, on y fait du business, on y déjeune tous les jeudis matin... autrement dit, on s'y sent au bon endroit.

Alors, pourquoi Bruxelles ? Parce que c'est un choix cohérent. Parce que c'est un endroit où l'on peut construire, évoluer, rencontrer, tester. Et surtout, parce que c'est une capitale qui ressemble à celles et ceux qui y entreprennent : cosmopolite, ambitieuse, résiliente.

■ Era BALAJ
eba@beci.be



Convaincu·e ? Beci vous explique ici comment créer votre entreprise à Bruxelles, en collaboration avec Partena Professional !



Een strategisch adres: Louizalaan 500

Uw onderneming domiciliëren bij Beci, dat is uw hoofdzetel vestigen in het hart van Brussel, op de Louizalaan. Een prestigieus adres dat toegang biedt tot een actieve community van geëngageerde ondernemers. Voor € 65 per maand geniet u van professionele domiciliëring met postbeheer en bovenal, toegang tot het hele ecosysteem van Beci: gedeelde werkruimtes, netwerking, evenementen, opleidingen, businessmogelijkheden ... Kortom, veel meer dan een stipje op een kaart: een verankering in het Brusselse ondernemersleven. Een plaats om te bestaan, ideeën uit te wisselen en uw project te laten groeien op het ritme van de hoofdstad.



Wilt u meer te weten komen?



■ Maïlys Charlier Zenari

Rejoignez la communauté International de Beci



Orange, l'autre visage du réseau

Derrière les offres mobiles bien connues du grand public, Orange développe depuis plusieurs années un solide pôle B2B. En devenant partenaire avec Beci, l'opérateur renforce sa présence à Bruxelles au service des entreprises.

On connaît Orange pour ses forfaits, son réseau mobile, ses antennes ou encore ses pubs à la télé. Néanmoins, derrière la façade grand public, l'opérateur joue aussi un rôle de poids dans le monde entrepreneurial. Connectivité fixe, cybersécurité, cloud, 5G : l'opérateur investit dans des solutions innovantes pensées pour les entreprises. À Bruxelles, ce virage prend forme via un partenariat renforcé avec Beci. Entretien avec l'un des leaders mondiaux des services de télécommunication.

Un partenaire qui pense pro

Orange n'en est pas à ses débuts sur le marché B2B. « Bien sûr, notre ADN, c'est le réseau mobile. Mais depuis des années, nous développons une offre spécifique pour les entreprises », rappelle Koen Van Echelpoel, marketing manager B2B customer base chez Orange. Abonnements mobiles, connectivité fixe, cybersécurité, gestion de flotte, téléphonie dans le cloud, service IT... Le catalogue est large, mais toujours pensé pour faciliter la vie du client ou de la cliente pro : de l'indépendant-e solo, aux PME, en passant par les multinationales.

Cette approche au service des entrepreneur-es s'appuie aussi sur des alliances solides : l'acquisition de VOO, le partenariat avec Telenet, l'intégration des services fixes et mobiles... « On est un opérateur convergent », glisse Koen. Traduction : une offre intégrée, des services unifiés, et un seul interlocuteur. « Cela signifie que nous combinons mobile, internet fixe et services ICT. »

Bruxelles, un ancrage stratégique

Depuis février, Orange est devenu partenaire structurel de Beci. « Bruxelles est une région où nous sommes particulièrement présents, notamment à travers notre

partenariat avec Irisnet, le réseau des institutions publiques bruxelloises. »

Le lien avec Beci vient donc logiquement renforcer cette présence locale. Avec des offres ciblées pour les membres, un accompagnement personnalisé et des interventions thématiques lors d'événements, Orange veut se rendre visible et utile. « Nous voulons partager nos expertises, notamment en cybersécurité, en infrastructure réseau ou en digitalisation. »



Nous avons un footprint important dans la région bruxelloise, notre partenariat avec Beci fait donc sens !

Koen Van Echelpoel

En effet, pour Orange, aider les entreprises à se transformer numériquement est une priorité. Cela commence par une connectivité stable – fixe ou mobile – et s'étend à la sécurité des données ou à la communication digitale. « Nous accompagnons les entreprises dans la professionnalisation de leurs outils, par exemple en remplaçant les vieilles centrales téléphoniques par des solutions cloud, plus flexibles, moins coûteuses, et beaucoup plus performantes. »

La 5G, la solution en devenir

Parmi les sujets sur lesquels Orange souhaite aussi sensibiliser, la 5G reste encore peu explorée, notamment par les PME. « C'est une technologie qui offre des bandes passantes très élevées et une latence ultra faible », explique Koen. « Pour l'instant, elle est surtout utilisée dans des secteurs comme la santé, la sécurité ou l'industrie, mais elle ouvre la voie à de nombreux usages à venir. »

Orange accompagne déjà de grandes entreprises et institutions dans des démarches de co-création autour de la 5G : robotique médicale ou encore *streaming* d'événements en direct. Pour l'opérateur télécom, les perspectives sont accessibles pour toutes et tous, y compris les PME. Pour lui, beaucoup d'entreprises ont aujourd'hui besoin d'un réseau capable de répondre en quelques millisecondes, et c'est précisément ce que rend possible cette cinquième génération. « Ce qu'on veut maintenant, c'est faire découvrir ces potentialités à un plus large public, et pourquoi pas inspirer les entreprises bruxelloises à innover grâce à cette technologie. »

Un partenaire de confiance pour les entrepreneur-es

À travers ce partenariat avec Beci, Orange affirme son ancrage local et sa volonté d'accompagner



© Reporters

Werner De Laet présente les services B2B d'Orange, lors de la soirée de rebranding de Beci. Février 2025.

durablement les entreprises bruxelloises. Koen Van Echelpoel conclut : « Nous sommes là pour aider les entreprises à évoluer. Que ce soit via la connectivité, la sécurité ou la digitalisation. » Une ambition qui colle parfaitement à la mission de Beci : soutenir l'entrepreneuriat bruxellois.

■ Era BALAJ
eba@beci.be



Thierry Geerts, CEO de Beci (gauche) et Werner De Laet, Chief B2B & Enterprise & Innovation Officer chez Orange Belgium (droite) officialisent le partenariat entre Beci et Orange.



Encore sceptiques face à la 5G ? Et si nous vous disions que Beci a démêlé le vrai du faux, juste pour vous ? L'article « 5G : info ou intox ? » est à lire juste ici :



Et vous, quel est votre impact sur Bruxelles ? Rejoignez la communauté Beci et connectez-vous à un réseau d'entreprises !



À venir

ESG for All: the Inspiring Path Series

Transformer le modèle des entreprises n'est plus une option. La directive européenne CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) est claire : les critères Environnementaux, Sociaux et de bonne Gouvernance sont devenus un enjeu crucial, notamment en matière de subsides.

Pour sa troisième édition, la série ESG for All s'attaque à la décarbonation de la production. Juan Andrés Murillos et Aurélie Cuvelier, industriel·les, viennent partager leurs parcours et expérience. Car loin d'être une contrainte, ce défi peut devenir un levier puissant d'innovation et un vrai facteur de différenciation sur un marché compétitif.



Il et elle seront accompagné·es de Grégoire Talbot, CEO de D-Carbonize, une entreprise spécialisée dans la mesure et la réduction de l'empreinte carbone des entreprises.

Rendez-vous le 13 mai dès 8h30, au 500 de l'avenue Louise.



Mobilité des travailleur·euses salarié·es : quelles alternatives ?

Se soucier de la mobilité de ses employé·es est devenu un enjeu central pour les entreprises. Proposer des alternatives, c'est à la fois améliorer le bien-être de ses collaborateur·ices et répondre aux défis environnementaux actuels.

Nicolas Tancredi, avocat, vous présente les différentes options en matière de mobilité des travailleur·euses salarié·es, en abordant à la fois les aspects sociaux et fiscaux qui y sont liés.

On se retrouve le 13 mai, dans nos bureaux de l'avenue Louise. D'ailleurs, vous allez venir comment ?



Comment optimiser votre politique de rémunération variable ?

Face à la pression (para)fiscale sur les bonus en espèces, de nombreuses entreprises explorent des alternatives plus avantageuses pour motiver et fidéliser leurs équipes. Ce séminaire propose un tour d'horizon stratégique de ces formes de rémunération variable. Pour découvrir leur impact fiscal, social et leurs conditions de mise en œuvre, et ainsi aligner performance, motivation et optimisation, rendez-vous le lundi 26 mai à 14h.

Nadège Toussaint et Justin Lennertz, avocat·es chez Claeys & Engels, vous donnent toutes les astuces pour booster l'engagement de vos salarié·es sans alourdir vos charges.



Urbanisme et environnement : tout n'est pas permis !

Vous lancez une activité ou développez votre entreprise ? Bienvenue dans l'aventure entrepreneuriale ! Mais avez-vous vérifié si un permis d'urbanisme ou d'environnement est nécessaire pour votre projet ? Ce n'est pas un détail : un oubli pourrait vite vous ralentir.

Beci et hub.brussels vous proposent un lunch (car tout est plus sympathique autour de quelques sandwiches) pour tout comprendre sur vos obligations, droits et démarches. Cas pratiques, conseils concrets, bons réflexes en cas de pépin avec l'administration... mieux vaut savoir où vous mettez les pieds ! Alors, pour vous préparer au mieux, rendez-vous jeudi 13 mai, à 12h chez Beci.



BeCode Training : l'IA générative pour booster votre entreprise

Vous désirez comprendre et intégrer l'IA générative dans votre activité en un temps record ? C'est possible avec cette formation proposée en partenariat avec BeCode. Concrète et accessible, elle est spécialement pensée pour les débutant·es. Elle est composée de trois jours d'atelier pour vous confronter à des cas pratiques et de deux suivis personnalisés en ligne. L'objectif est simple : passer de la théorie à l'action dès le lendemain. Ambitieux mais excitant non ? Rendez-vous les 16 et 23 mai et le 6 juin.



Le Printemps de l'IA continue en mai

Vous en avez marre des contenus génériques ? Toni Seifula, coach et formateur IA vous dévoile sa méthode : une approche humaine pour planter les bonnes graines et voir fleurir les résultats d'une visibilité augmentée grâce à l'intelligence artificielle. Lancé en mars, ce programme *Printemps de l'IA* est plus que jamais d'actualité. L'IA est partout, apprendre à s'en servir est une nécessité.

Au programme : 2 webinaires pour s'inspirer et 1 atelier de 3h pour s'exercer. Cette formation est pensée pour les entrepreneur·es et indépendant·es qui veulent créer du contenu de façon cohérente, alignée et sans s'éparpiller.

Toutes les dates seront dévoilées dans notre agenda.



Workshop: Mega-Trends and Resilience

Climat, techno, société, géopolitique : anticiper les grands bouleversements à venir est la marque de tout CEO. Ces mégatendances transforment en profondeur notre environnement et, pour rester agiles et résilientes, les entreprises doivent les comprendre et y répondre. Dans cette perspective, Beci et Pulsitive vous proposent un workshop interactif pour décrypter ces dynamiques, cartographier leurs impacts sur votre activité et identifier des leviers d'action concrets. Grâce à cet atelier d'1h30, vous pourrez renforcer votre capacité d'anticipation et transformer l'incertitude en opportunité. Réservez dès maintenant votre matinée du 26 mai.



Business events à Forest National

Une seule adresse pour toutes vos
présentations, team buildings, congrès,
séminaires, ateliers, etc

Forest National est une salle unique à Bruxelles, adaptée à tous
types d'événements. Faites-leur découvrir l'envers du décor de
cette salle mythique et ses coulisses. Un cadre unique pour un
moment mémorable.

Des espaces exclusifs

	surface	capacité			
		reception	walking dinner	seated dinner	conference
Parterre	1600 m ²	3000	2500	1250	1500
Red Lounge	200 m ²	200	170	100	200
VIP village	200 + 250 m ²	300	250	160-180	300
Loge (6 units)	240m ²	24/loge	24/loge	24/loge	24/loge
Graffiti Room	400 m ²	500	300	250	400
Loading Dock	450 m ²	500	300	250	400
Bar des Belges	860 m ²	900	500	450	800